

Recherche: sales notes

Le 22 janvier, Nicolas Sarkozy reçoit à l'Élysée scientifiques, chefs d'entreprise et présidents d'université pour saluer le comité de pilotage de la «Stratégie nationale de recherche et d'innovation». Depuis, la crème de la recherche française pétitionne contre le discours présidentiel... tandis que la majorité des universités est toujours en grève.

Alors que se déroulent aujourd'hui de nouvelles manifestations, ce discours, qualifié par Danièle Hervieu-Léger, présidente de l'École des hautes études en sciences sociales, d'*«inutilement brutal et chargé de mépris»*, continue de jouer un rôle surprenant d'efficacité dans la mobilisation. Contrevérités, dénigrement des scientifiques, incohérences et ton méprisant ont nourri la protestation. Le plus inquiétant, pour l'Élysée, est de voir les rangs des contestataires grossir au-delà des opposants à sa politique, pour toucher des groupes de scientifiques représentatifs de vastes communautés. L'Académie des Sciences, près de 150 membres de l'Institut universitaire de France, 22 des 23 directeurs des laboratoires de physique nucléaire et des particules du CNRS, les directeurs de laboratoires d'astrophysique où se trouvent 95% des effectifs de la discipline, 18 directeurs de labos de l'École polytechnique... La liste n'est pas exhaustive. Aujourd'hui, même ceux qui souhaitent appuyer certaines des réformes en cours se sentent obligés de condamner ces *«propos tenus au sommet de l'Etat»*.

Six chercheurs et universitaires reviennent sur les raisons de cette colère. Leurs propos signifient qu'au-delà de sa forme –erreur de communication ou volonté de provoquer?–, le Président se heurte à une opposition de fond sur sa politique d'enseignement supérieur et de recherche.

♦ SYLVESTRE HUET

Lire aussi en pages 28 et 29



Trois semaines après, le discours du Président nourrit toujours la mobilisation. Six représentants du monde universitaire et de la recherche s'expliquent.

Le Président à l'École polytechnique, à Palaiseau, le 17 décembre. PHOTO ÉRIC FEFERBERG. REUTERS

«Les contradictions de l'Etat suscitent de graves inquiétudes»



Yves Laszlo

directeur de laboratoire à l'École polytechnique

«Au-delà de sa forme et de ses contre-vérités, le discours du 22 janvier pose la question de la continuité et de la cohérence de la politique de l'Etat. Le chef de l'Etat a annoncé la transformation des organismes de recherche en agences de

moyens, les privant ainsi de leur rôle d'opérateurs de recherche. Cette mesure, d'apparence technique, est considérable: elle leur ôte la capacité, aujourd'hui indispensable, d'avoir une stratégie de recherche propre et à long terme; elle empêche de bâtir un partenariat équilibré et fructueux entre universités qui se développent et organismes qui évoluent. Ce double rôle agence-opérateur, efficace, a pourtant été réaffirmé par l'Etat (lettre de la ministre de la Recherche à la présidente du CNRS en février 2008, plan stratégique du CNRS validé par l'Etat en juillet 2008...), pour être dénié par le discours du Président, avant d'être... réaffirmé le 9 février 2009 par la ministre. De telles contradictions dans le discours suscitent inévitablement de graves inquiétudes, surtout lorsqu'elles émanent du sommet de l'Etat.»

«Une ignorance de la richesse humaine des labos français»



Wendelin Werner

mathématicien, lauréat de la médaille Fields 2006

«J'ai reçu dans les heures qui ont suivi ce discours une dizaine de mails de collègues choqués. Le lendemain, dans les labos, on ne parlait que de cela. Les cabinets ministériels ont également dû tanguer. Cette intervention a braqué de

manière gratuite jusqu'aux personnes les plus modérées et conciliantes de notre communauté et elle a contribué à radicaliser les mécontentements. Elle rend dorénavant encore plus délicat tout échange serein et constructif sur ces questions difficiles. Au-delà de l'étonnante «maladresse tactique», ce qui me frappe d'abord, c'est que ce discours semble mettre en lumière, de la part du Président et de ses conseillers, une inquiétante méconnaissance de la formidable richesse humaine des laboratoires français (où travaillent d'ailleurs de nombreux étrangers). Il y a aussi un décalage évident, sur le fond et la forme, entre cette intervention et les fondamentaux de notre activité de chercheurs, comme le doute, l'humilité, la rigueur, la précision, le sens de la communauté et une certaine éthique de la raison.»

«Un discours populiste qui vise à affaiblir l'esprit critique»



Sophie Basch

Professeure de littérature (Sorbonne, CNRS)

«Ce discours a repris, avec plus de véhémence, de vieilles insultes dirigées contre les humanités, présentées comme un luxe inutile. L'étude de la littérature et des arts, disqualifiée par le discours populiste, est nécessaire à l'heure où une his-

toire officielle monopolise la mémoire à coup de balises spectaculaires. Discréditer les humanités revient à éliminer les outils de l'esprit critique. L'obsession de l'évaluation est une autre manifestation du populisme. Chargés de noter les étudiants, les universitaires sont des évaluateurs qui ne cessent d'être évalués: qualification, concours de recrutement, mutation, habilitation à diriger des recherches, évaluation annuelle pour l'avancement... Le projet de décret sur notre statut des enseignants-chercheurs ne mentionne pas une de leurs plus lourdes responsabilités: la participation aux jurys de thèses. Je m'étonne que certains médias puissent titrer que *«les universitaires refusent l'évaluation»*. Je crains que le type d'évaluation proposé par le gouvernement ne soit plus normatif que qualitatif. Il ne peut être que contre-productif.»